

La dette ukrainienne est un « braquage » international



[Source : geopolintel.fr via RI]

La créance de l'Ukraine est représentée par le « Groupe des créanciers de l'Ukraine » composée du Canada, de la France, de l'Allemagne, du Japon, du Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique. Parmi les observateurs du Groupe figurent l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, Israël, l'Italie, la Corée, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la Suède et la Suisse.

L'aide cumulée promise par les États-Unis, l'UE et les autres partenaires s'élève à 242 milliards d'euros, dont 128 milliards d'euros d'aide financière, 16 milliards d'euros d'aide humanitaire et 98 milliards d'euros d'aide militaire.

[Voir aussi :

95 milliards d'aides votés à l'Ukraine et Israël : trahison ou fin du romantisme trumpiste ?

<https://www.egaliteetreconciliation.fr/95-milliards-d-aides-votes-a-l-Ukraine-et-Israel-trahison-ou-fin-du-romantisme-trumpiste-75501.html>]

Le FMI a estimé que l'économie de l'Ukraine s'est contractée de plus de 30 % de son PIB. Sans l'aide financière du FMI et des pays occidentaux, il n'y aurait plus de ressource non pas pour la guerre, mais pour assurer le fonctionnement des infrastructures. Zelensky clamait qu'il avait besoin de 7 milliards de dollars par mois sans que nous sachions où passait tout cet argent qui probablement est blanchi en partie dans des institutions off shore.

Quand un pays possède une dette qui pèse trois fois son PIB, ce n'est plus une question de survie, c'est un braquage en bonne et due forme au profit de la mafia internationale.

Si la guerre continue jusqu'en 2025, la contraction de l'économie ukrainienne représentera 100 % de son PIB. Ces prévisions n'ont aucun impact sur les politiques de financement des créanciers de l'Ukraine, au contraire, ils ont décidé d'augmenter l'aide militaire avec les accords bilatéraux qui coûtent 3 milliards supplémentaires à la France.

Comme toujours, et en se demandant si les experts économiques sont formés à Bercy sous l'autorité de Bruno Le Maire, qui a réussi l'exploit de fortifier l'économie russe, l'aide internationale va continuer à soutenir l'endettement ukrainien.

Selon le FMI, le gouvernement ukrainien a un déficit de financement de 114 milliards de dollars pour la période 2023-2027.

Et pourtant personne ne se demande jusqu'où peut aller cette folie.

Selon la Banque mondiale, les coûts de la reconstruction de l'Ukraine sont estimés à 411 milliards de dollars, c'est à dire très loin dans le délire économique avec comme finalité de faire de l'Ukraine le premier pays privatisé au monde.

Si Trump gagne les élections de 2024, il pourrait mettre fin au soutien des États-Unis à l'Ukraine, ce qui placerait l'UE devant une charge trop lourde pour sa propre économie.

Le scénario le plus probable sera que l'Europe coulera avec l'Ukraine.

Déclaration du groupe des créanciers de l'Ukraine

Rédigé par DG Trésor – Publié le 21 décembre 2023

Les représentants du Groupe des créanciers de l'Ukraine (GCU) et le gouvernement ukrainien ont signé le 21 décembre 2023 un amendement au protocole d'accord sur la suspension du service de la dette de l'Ukraine conclu le 14 septembre 2022.

Cet amendement prolonge la suspension du service de la dette jusqu'à la fin du mois de mars 2027, ce qui correspond à la fin du programme actuel du FMI. Il vise à mettre en œuvre la première phase des assurances de financement fournies par l'UGC le 24 mars 2023 pour soutenir l'approbation du programme par le Conseil d'administration du FMI.

Les représentants de l'UGC saisissent cette occasion pour réitérer leur soutien indéfectible à l'Ukraine qui se défend contre la guerre d'agression de la Russie.

Le Groupe se félicite également des mesures et des réformes mises en œuvre par le gouvernement ukrainien dans le cadre du programme actuel du FMI et en dehors de celui-ci, afin de faire face aux conséquences économiques et financières de la guerre.

Le groupe salue également les mesures et les réformes mises en œuvre par le gouvernement ukrainien dans le cadre du programme actuel du FMI et en dehors de celui-ci, afin de remédier aux conséquences économiques et financières de la guerre.

Le GCU demande instamment à tous les autres créanciers officiels de parvenir rapidement à un accord avec l'Ukraine sur un traitement de la dette au moins aussi favorable. Le GCU encourage les créanciers privés externes de l'Ukraine, en particulier les détenteurs d'obligations, à fournir le traitement de la dette le plus approprié avant la fin de la suspension du service de la dette qu'ils ont accordée en août 2022.

Le Groupe continuera à coordonner étroitement et à évaluer la situation avec le soutien du FMI, de la Banque mondiale et de toute autre institution concernée.